Lutter contre l'extractivisme

Solidarité avec les peuples et les territoires latino-américains

FRANCE AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine face à un système hégémonique mondial basé sur le pillage des ressources naturelles

Qu'elle vise le pétrole, les ressources minières, l'énergie (hydroélectrique, solaire ou éolienne à grande échelle), les monocultures, l'élevage ou le bois, la pratique extractive vorace et violente est de plus en plus contestée par des populations dont la richesse des territoires a fait la mauvaise fortune. Destructions irréversibles des écosystèmes, déplacements massifs, maladies chroniques, pertes des repères culturels et du lien social, autant d'effets néfastes qui accentuent les tensions sociales sur les territoires latino-américains.

Souvent présentée comme une condition du développement des nations, l'exploitation effrénée de la nature répond aux demandes d'un système qui recherche le profit maximum. Dans le cadre de la mondialisation de la libéralisation du commerce, le modèle étend ses frontières, au-delà de la seule activité minière, à des domaines restés en marge des échanges marchands: pillage de la biodiversité, marché de la capture du carbone, prolifération des méga-barrages, accaparement des terres pour l'agro-industrie, nouvelles méthodes d'extraction pétrolière, implantation de complexes touristiques de masse... Le pillage des ressources remonte à l'époque coloniale. Néanmoins, à l'heure actuelle, la demande suscitée par la surconsommation et la concurrence à outrance épuise les ressources naturelles.

Face à cette situation, les populations latino-américaines refusent de sacrifier leurs terres et leur environnement au nom d'un supposé intérêt commun de développement et dévoilent le vrai visage d'un système fondé sur l'attaque contre les droits humains. Les mouvements sociaux et environnementaux se mobilisent malgré la criminalisation dont ils font l'objet et la militarisation de leurs territoires.

Ils interrogent: l'exploitation jusqu'où? Pourquoi ? Et surtout, pour qui?

L'extractivisme en Amérique latine

La reconfiguration d'un modèle : de la colonisation au capitalisme

Les veines toujours plus ouvertes de l'Amérique latine

Depuis la colonisation, l'économie de l'Amérique latine se structure autour de l'asservissement des populations autochtones puis afro-descendantes, et se tourne vers l'exportation de ses ressources naturelles et minières. Par le pillage systématique, les puissances, coloniales d'abord, capitalistes ensuite, rivalisent pour contrôler les marchés. Chargés de pourvoir les métropoles occidentales en matières premières, les pays latino-américains voient leur histoire rythmée par les «booms» économiques associant le destin de nations entières aux cycles du commerce international; café, coton, sucre, bananes puis caoutchouc, charbon, pétrole, gaz, cuivre... Plus récemment, suite à l'émergence de nouvelles puissances sur la scène économique mondiale (Chine, Brésil, Russie, Inde, etc.) et au développement technologique, s'imposent des cultures jusque-là peu pratiquées telles que le soja, le riz et le maïs transgéniques et l'huile de palme destinée à la production d'agro-carburants, ainsi que l'extraction de nouveaux minerais (lithium et terres rares). Le mécanisme est bien rôdé: exporter rapidement et à bas coût des matières premières brutes ou peu transformées dans le but d'en tirer un bénéfice immédiat et concentré.

L'industrialisation et l'accélération du pillage des territoires

Alors que, dans les années 1960, l'agriculture et l'extraction minière et pétrolière ont pu servir des politiques nationales de substitution des importations, comme au Mexique, à partir de la crise de la dette, dans les années 1980, les institutions internationales, le FMI et la Banque mondiale, incitent les pays endettés à privatiser leurs industries, faisant basculer leurs économies dans une logique d'exportation au bénéfice d'intérêts privés. Parallèlement, des « plans de développement » poussent les frontières extractives toujours plus loin, ouvrant de nouvelles routes et fournissant des technologies modernes pour l'extraction minière et l'agrobusiness. La crise financière de 2008 suscite une seconde vague d'investissements durant laquelle les fonds spéculatifs se réfugient dans une valeur « plus sûre » -la terre-et dans le développement de la production agricole, des mines, de l'exploitation de l'eau...

Dans les années 2000, suite à la hausse des prix des matières premières, cette «re-primarisation» est devenue le pilier des économies de quelques pays de la région.
Parmi eux, certains gouvernements, comme en Colombie ou au Guatemala, entretiennent une logique extractiviste néolibérale. Parallèlement à l'ouverture économique de ces pays par des traités de libre échange, ils décrètent l'extractivisme «d'intérêt public » afin d'imposer des projets considérés comme «moteur» de leurs économies.
Quant aux gouvernements du Venezuela, de l'Équateur et de la Bolivie, ils affirment utiliser leurs ressources minières et pétrolièrespour reprendre le contrôle sur l'industrie nationale, faire baisser l'endettement et lutter contre la pauvreté. Or, si l'utilisation de cette manne à des fins redistributives a contribué à diminuer le niveau de pauvreté, le choix de continuer à miser presque exclusivement sur une économie rentière, dépendante de l'extraction et de l'exportation minière ou pétrolière, s'est révélé une impasse. En effet, faute d'avoir diversifié leur économie, ces pays se heurtent à la baisse des prix des matières. En conséquence, les inégalités sociales et territoriales sont reparties à la hausse, ainsi que, dans certain cas,la dette extérieure au profit de la Chine ou du Canada.

Les mines et le soja : exemples de l'expansion des frontières extractivistes

L'exportation des minerais est l'une des principales sources de revenus pour certains pays de la région. Les pays traditionnellement miniers ont renforcé leur spécialisation comme le Chili producteur mondial de cuivre ou le Pérou dont 15% du territoire national est désormais livré à l'exploitation minière. De nouveaux pays sont entrés dans ce marché: la Colombie qui en 1980 ne produisait presque pas de charbon possède désormais une des plus grandes mines à ciel ouvert du monde (El Cerrejón), le Venezuela accélère le projet de l'Arc Minier de l'Orénoque, qui confierait 12 % du territoire national à des multinationales étrangères...

Dans le domaine agricole, la culture du soja quasi inexistante dans les années 1970, accuse une progression frappante: en 2010 le soja transgénique occupait 59% des terres cultivées en Argentine, 36% au Brésil, et même 66% au Paraguay.

Principales caractéristiques et impacts aujourd'hui

L'extractivisme...

• Exige un approvisionnement énergétique et hydrique important ce qui implique la construction de nouvelles infrastructures telles que des routes, des barrages, etc.;
• Entraîne des dégâts environnementaux irréversibles: contamination de l'air, pollution des sources d'eau, dévastation de la biodiversité et de la fertilité des terres;
• Participe au réchauffement climatique;
• Détruit des modes de vie et des économies locales, fragilise le tissu social des communautés autochtones, afro-descendantes et paysannes et les rend dépendantes des marchés externes;
• Présente les possibilités d'emploi comme un bénéfice majeur des projets alors que la main d'œuvre est peu rémunérée, généralement masculine et migrante, ce qui favorise la précarisation des femmes et de leur famille ainsi que les violences sexuelles;
• Utilise des forces armées légales et/ou illégales pour accaparer les terres habitées par des populations indigènes, afro-descendantes ou paysannes et défend les installations par une militarisation des territoires et des déplacements massifs de populations;
• Pèse sur les architectures légales pour faciliter l'entrée et la stabilité des entreprises multinationales sur le territoire,criminaliser les mouvements sociaux, minimiser les critèresenvironnementaux et passer outre les consultations préalables des populations.

France Amérique Latine,

Solidaire des luttes pour la défense des territoires

La lutte contre l'extractivisme, pour la souveraineté populaire sur les ressources naturelles, et la défense des territoires est à l'origine de très nombreux conflits sociaux en Amérique latine. Ronderos, gardiens des lacs dans les hautes Andes du Pérou, communautés indigènes de la forêt amazonienne en Équateur, paysans sans terres au Brésil: tous mènent le même combat contre un système qui place le profit au-dessus des droits humains et de l'autodétermination. Toujours solidaire des peuples et persuadée que d'autres formes d'organisation sont possibles, notre association soutient quelques luttes emblématiques.

¡ CONGA NO VA ! : Luttes pour l'eau contre des projets miniers dévastateurs au Pérou avec le Comité de Solidarité avec Cajamarca

Le mégaprojetdel'entreprise minière Yanacocha - dont les propriétaires majoritaires sont Newmont Minning et Buenaventura - prévoit la destruction de cinq lacs de la zone alto-andine de Conga située à plus de 3 500 mètres d'altitude, dans le département de Cajamarca, au nord du Pérou. Deux lacs seront vidés pour extraire l'or et deux autres pour être utilisés comme réservoir des déchets miniers. Ceci va affecter l'écosystème fragile de bofedales, zone de pâturages humides qui absorbent l'eau, nourrissent les nappes phréatiques et sont sources de dizaines de rivières qui irriguent les riches vallées de Cajamarca, premier département producteur de lait du pays. La pollution des eaux affectera la santé de la population, de la faune et du bétail. Le complexe de Yanacocha, à lui seul, est autorisé à pomper jusqu'à 900 litres d'eau par seconde, soit trois à quatre fois plus que Cajamarca la capitale régionale, obligée de rationner l'eau potable de ses 300 000 habitants. Face à ces abus, les rondes paysannes, soutenues par la population, mènent la lutte contre l'exploitation minière.
France Amérique latine s'associe au Comité de Solidarité de Cajamarca pour soutenir tous ceux et celles qui luttent pour la défense de l'eau et des 284 lagunes du haut Pérou.

L'EAU VAUT PLUS QUE L'OR ! ¡ CONGA NO VA!

Pour aller plus loin : http://solidaritecajamarca.blogspot.fr/

Mouvement des personnes Affectées par les Barrages au Brésil (MAB)
Eau et souveraineté énergétique, distribution de la richesse et contrôle populaire

L'énergie pour quoi ? Pour qui?

Le MAB est un mouvement national qui réunit les familles affectées par la construction des méga barrages hydroélectriques. Le Brésil étant le deuxième producteur mondial d'énergie hydraulique, le MAB s'emploie à montrer les conséquences de la construction des barrages pour les populations des territoires concernés : destruction des communautés, violences notamment envers les femmes, surpopulation, pollution, déforestation, bouleversements des écosystèmes des grands fleuves, déplacements massifs sans dédommagement ni relogement... Le MAB ne se contente pas de dénoncer les conséquences sociales et environnementales dramatiques de ces projets. Avec les syndicats de l'énergie, il analyse globalement le modèle extractiviste et constate que l'énergie n›est pas produite pour le peuple: selon le mouvement, 30% de l'énergie produite est utilisée par 665 grands consommateurs, surtout des entreprises minières et des supermarchés, qui paient l'énergie à bas coût, tandis queles ménages paient l'électricité à un tarif trois fois plus élevé qu'en France. La solidarité de FAL avec le MAB s'inscrit dans cette revendication transversale:

L'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises!

Pour aller plus loin :

http://www.mabnacional.org.br/

Nilce, assassinée pour avoir défendu son peuple

À Jirau, Porto Velho, Nilce de Souza Magalhaes, une des leaders du MAB, luttait pour la reconnaissance des droits des victimes du projet hydroélectrique dont l'entreprise française Engie est partie prenante. Sa communauté avait été déplacée de force et ainsi privée du moyen de subsistance traditionnel que représente la pêche. Avant son assassinat, Nilce avait accusé l'entreprise hydroélectrique de Jirau d'être responsable et exigé des dédommagements pour tous les pêcheurs. Aujourd'hui, deux autres dirigeantes, Iza Bello et Ludima Miqueiras, ont repris le flambeau et sont à leur tour menacées. FAL rejette catégoriquement la répression systématique des leaders sociaux qui s'opposent aux projets extractivistes.

Droit à la terre : résistances paysannes au Brésil et en Colombie

À mesure que les frontières de l'extractivisme avancent, les territoires des populations autochtones et de la petite paysannerie se réduisent au mépris de la revendication séculaire pour des réformes agraires et pour une répartition démocratique des terres. L'accaparement des terres se manifeste de manière particulièrement violente au Brésil et en Colombie.

France Amérique latine soutient

• Le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre au Brésil

Au Brésil, la distribution des terres improductives inscrite dans la Constitution n'est pas appliquée. Pour faire pression sur le gouvernement, le MST occupe des terres laissées en friche et exige leur distribution aux familles sans terre. Une fois les terres légalisées, les familles s'organisent pour défendre une agriculture à échelle humaine, respectueuse de l'environnement et fournissant des aliments sains à la population. Cette lutte a permis à plus de 350 000 familles de retrouver des terres, leur dignité et le moyen de subvenir à leurs besoins. Il s'agit aussi d'une alternative aumodèle de monoculture d'exportation. Pour aller plus loin : http://amisdessansterre.blogspot.fr/

• Le réseau des marchés agro-écologiques des paysans de la vallée du Cauca en Colombie

C'est avec un courage exemplaire que paysans, communautés indigènes et afro-descendants colombiens se battent et s'organisent contre la spoliation des terres, contre l'insécurité alimentaire, pour le respect de l'environnement et de la biodiversité dans une région où les violences paramilitaires ont accéléré l'accaparement des terres par de grandes familles propriétaires puis des multinationales. Ce groupe de 500 agriculteurs, structuré autour de 12 marchés et 58 organisations pratique l'agro-écologie et la solidarité, tissant des liens régionaux, nationaux et internationaux pour revendiquer une pratique agricole durable et une juste répartition des terres. Des écoles paysannes d'agro-écologie sont nées, reconnues par des institutions internationales. Le Réseau a obtenu en 2012 une reconnaissance légaleet la certification de ses produits suivant le « Système Participatif de Garanties » qui permet aux petits producteurs d'assurer leur souveraineté alimentaire, de lutter contre les semences transgéniques des multinationales et d'inclure la population locale dans l'élaboration d'un projet alimentaire commun.

En soutenant ce réseau, FAL souhaite non seulement soutenir la petite paysannerie et la préservation des territoires en Colombie mais aussi croiser ces luttes avec celles de la petite paysannerie française.

Pour aller plus loin : http://www.franceameriquelatine.org/category/projets-solidarite/projet-colombie/reseau-de-paysans-de-la-vallee-du-cauca/

Sortir de l'extractivisme et penser autrement le développement… C'est possible!

Il nous faut penser le développement comme un mode d'organisation collectif et d'accès au bien-être commun. Il existe une multitude de pratiques qui valorisent ce que les indigènes appellent le « Buen Vivir », opposé au « toujours plus », en rupture avec la logique capitaliste d'exploitation et de prédation.
Renforçons la convergence de ces expériences multiples et travaillons en réseau afin de faire émerger des revendications non seulement contre des projets extractivistes mais aussi contre le modèle extractiviste mis en œuvre par les multinationales et la finance mondiale.
Créer des nouveaux possibles devra passer par une lutte contre l'emprise des multinationales et contre leur impunité. Pour cela, il est nécessaire de mener un travail d'analyse et d'information sur les accords de partenariat économique et de libre-échange, sur la corruption et sur la criminalisation des mouvements sociaux. Il faut promouvoir la construction d'une juridiction de protection des territoires et de normes contraignantes vis-à-vis de l'action des multinationales. La solidarité internationale est donc indispensable pour faire face aux entreprises multinationales. Suivant ces pistes d'actions, les campagnes de France Amérique latine, membre du Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, s'organisent en lien avec les collectifs et les mouvements sociaux latino-américains et européens. Nous informons et nous agissons par le biais de conférences, de débats, d'éducation populaire, d'appels unitaires, de pétitions citoyennes, de manifestations, de rassemblements et d'interventions directes auprès des autorités nationales et internationales.

Bibliographie:

A. Acosta, ***La maldición de la abundancia,*** Abya Yala, Quito, 2009.

A. Bednik, ***Extractivisme, Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances***, Le Passager Clandestin, 2016.

E. Galeano, ***Les veines ouvertes de l'Amérique latine***, 1971.

G. Lasalle, V. Espagne et OBSur, ***La passion du schiste, capitalisme, démocratie, environnement en Argentine***, Genève, CETIM, 2016.

N. Sersiron, ***Dette et extractivisme: la résistible ascension d'un duo destructeur***, Utopia, 2014.

F. Thomas, E. Gudynas, M. Svampa, P. Bond, ***Industries minières: extraire à tout prix?*** Point de vue du Sud, Alternatives Sud, Volume 20-2013/2.

Rapport des Amis de la Terre : ***«Creuser et forer, pour quoi faire ? Réalités et fausses vérités du renouveau extractif en France»***. Décembre 2016. Disponible en ligne: http://www.amisdelaterre.org/Rapport-creuser-et-forer-pour-quoi-faire-Realites-et-fausses-verites-du.html

Rapport du Fondo de Acción Urgente América Latina: ***"Extractivismo en América latina, el impacto en la vida de las mujeres y propuestas de defensa del territorio"***, 2016. Disponible en ligne: http://www.cpalsocial.org/documentos/355.pdf

Rapport France Libertés: ***«Le droit à l'eau et industries extractives: la responsabilité des multinationales»***. Disponible en ligne: http://www.france-libertes.org/IMG/pdf/droit_a_l_eau_et_industries_extractives_2016.pdf

FAL MAG :

Les numéros suivants (entre autres) comportent des articles ou des dossiers en lien avec la question de l'extractivisme : n°104, n°106, n°107, n°108, n°115, n°116, n°119, n°120, n°123 /124, n°126, n°129, n°133. En vente ou en lecture libre sur: http://www.franceameriquelatine.org/falmag/

Filmographie :

Documentaire: ***«Voix d'Amazonie. Au cœur des résistances amérindiennes»***, Lamia Chraibi, Lucile Alemany, Margerie David, 2015.
Plus d'informations: http://www.voixdamazonie.com/

Documentaire: ***«Cuentan y cantan»***, Françoise Chambeu, 2015.
Disponible en ligne: https://vimeo.com/142599286

Et plus d'informations sur :

http://www.franceameriquelatine.org/
Observatoire des multinationales : http://multinationales.org/
Observatorio petrolero del Sur (Opsur) : http://www.opsur.org.ar/blog/
Observatoire des conflits miniers d'Amérique Latine (OCMAL) : https://www.ocmal.org

Vous souhaitez soutenir financièrement notre action?
Vous désirez recevoir régulièrement la revue FAL MAG?
Vous aimeriez vous impliquer localement dans les activités de l'association?
Vous souhaitez partir à la découverte de l'Amérique latine?

Adhérez à France Amérique Latine!

FRANCE AMÉRIQUE LATINE
37 Boulevard Saint Jacques 75014 PARIS
tél: 01 45 88 20 00
www.franceameriquelatine.org
falnationale@franceameriquelatine.fr

Maquette : Anna Camposampiero
Cette brochure a été coordonnée par Justine Festjens.